

# Session extraordinaire - Ligne à grande vitesse 25 juin 2012

## Intervention d'ouverture de Pierre CAMANI Président du Conseil général, Sénateur de Lot-et-Garonne

Mesdames, Messieurs les Conseillers généraux,  
Mesdames, Messieurs,  
Chers internautes,

Nous sommes réunis aujourd'hui en session extraordinaire pour débattre du dossier de création d'une Ligne à Grande Vitesse dans le cadre des Grands Projets du Sud Ouest, dit « GPSO », regroupant les projets de lignes nouvelles Bordeaux-Toulouse et Bordeaux-Espagne.

Je m'étais engagé devant vous à organiser cette session avant l'été, session publique qui a pour but de nous permettre de mieux appréhender ce dossier si important pour l'avenir de notre département mais plus globalement pour le grand Sud-Ouest.

En effet, le projet de ligne à grande vitesse Bordeaux / Toulouse constitue une opération sans équivalent depuis la création de l'Autoroute des Deux Mers dans les années 70.

Il a déjà fait l'objet d'une présentation par Réseau Ferré de France en session spéciale le 8 janvier 2010.

Lors du débat qui eu lieu à cette occasion, la création d'une association d'élus a été annoncée. Celle-ci avait pour objet de faire procéder par des experts indépendants la réalisation d'une étude comparative des avantages et inconvénients de la création d'une ligne ferroviaire à Grande Vitesse nouvelle et de la mise en voie rapide de la ligne existante.

A la suite de cette initiative, j'ai exprimé ma conviction qu'une telle étude pouvait constituer un outil utile d'aide à la réflexion.

Par conséquent, le Département a décidé de participer au financement de cette étude dont la maîtrise d'ouvrage a été assurée par l'association des élus du Lot-et-Garonne ALternative LGV.

Le premier volet de cette étude a été présenté par le Cabinet Claraco, en présence de RFF en Commission permanente le 27 janvier 2012.

Depuis lors, le tracé de la future ligne a été arrêté par le précédent Gouvernement, en date du 30 mars 2012.

Cette session est une session d'information et de débat. Nous ne sommes pas sollicités sur une décision à prendre.

Je souhaite que les interventions de RFF et du cabinet Claraco puissent néanmoins lever certaines interrogations légitimes sans pour autant que nous tombions dans des querelles de chiffres ou des querelles d'experts.

Le débat doit être accessible pour être utile, nous devons éviter de sombrer tout à la fois dans des raccourcis démagogiques, des petites phrases et slogans réducteurs ou, au contraire, dans des échanges techniques interminables et incompréhensibles.

Il convient d'aller à l'essentiel, d'être précis mais pédagogue, de concilier rigueur et bon sens.

Cette session se déroulera dans les conditions habituelles des autres sessions plénières du Conseil général.

Les représentants de Réseau Ferré, que je salue et remercie de leur présence, interviendront dans un premier temps pour rappeler les grandes lignes du projet, faire éventuellement part de leurs commentaires sur les solutions alternatives avancées et répondre à nos questions.

Le cabinet CLARACO fera de même dans un second temps.

Enfin, nous débattons entre nous.

Vous connaissez ma position, elle est claire et, je crois, responsable : la grande vitesse constitue de mon point de vue un élément essentiel du renforcement de l'attractivité de nos territoires.

La LGV aura un impact indéniable sur le développement économique local et donc sur l'emploi en favorisant notre désenclavement et en répondant aux besoins croissants de mobilité, qui présentent des atouts majeurs dans le choix d'implantation des entreprises.

Il permettra également de répondre au principe posé dans le cadre du Grenelle de l'Environnement, d'un désengorgement du trafic routier, en ouvrant de nouvelles perspectives en matière de développement du transport fret et du transport de voyageurs sur le réseau TER.

Le Lot-et-Garonne ne doit pas passer à côté de ce projet. La réalisation du tronçon Tours / Bordeaux constitue une avancée majeure pour notre département en mettant Agen à 3 heures de Paris en 2016.

Néanmoins, devant la nécessité pour notre collectivité, tout comme pour l'immense majorité des Départements, de réduire nos dépenses et nos capacités d'investissement, il n'est pas envisageable que le Lot-et-Garonne participe au financement des tronçons Bordeaux Espagne et Bordeaux Toulouse de la LGV pour un montant estimé entre 90 et 110 millions d'euros.

Nos finances, fragilisées par l'effet ciseaux, c'est-à-dire par l'augmentation des dépenses sociales obligatoires combinée à la diminution de nos recettes, ne nous le permettent plus, et la session budgétaire de mars dernier est venue confirmer cet état de fait.

Je constate que depuis quelques mois, de nombreux responsables politiques se sont ralliés à cette position et que la nécessité de repenser la clef de financement des projets GPSO pour la rendre supportable aux collectivités fait son chemin.

Je reste ouvert au dialogue et à l'échange et à ce titre je salue les représentants des associations présentes dans le public. Notre majorité, et c'est sa marque de fabrique, organise son fonctionnement et ses choix sur la base de l'écoute et la transparence.

Tous les avis sont respectables, ils sont souvent fondés sur une intime conviction qui fait honneur aux hommes et aux femmes qui les portent.

Je vous remercie de votre attention et passe la parole à RFF pour une présentation du projet de Ligne à Grande Vitesse.

**NB : Seul le prononcé fait foi.**